Document généré le 13 juil. 2025 03:15

Recherches sociographiques

L'habitant canadien dans la première moitié du XIXe siècle : survie ou survivance?

Serge Courville

Volume 27, numéro 2, 1986

URI : https://id.erudit.org/iderudit/056205ar
DOI : https://doi.org/10.7202/056205ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)
1705-6225 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Courville, S. (1986). L'habitant canadien dans la première moitié du XIXe siècle : survie ou survivance? *Recherches sociographiques*, *27*(2), 177–193. https://doi.org/10.7202/056205ar

Résumé de l'article

L'étude du monde rural québécois pendant la première moitié du XIXe siècle se heurte à de nombreux obstacles, notamment l'absence d'outils cartographiques de base illustrant la géographie concrète des campagnes et la difficulté à discerner l'habitant de la population rurale non agricole. Aux images classiques d'une société entièrement vouée à l'agriculture et vivant repliée sur elle-même, des études détaillées du territoire seigneurial permettent d'opposer celle d'un monde beaucoup diversifié, marqué par la croissance villageoise et par la montée d'une économie de marché, que sanctionne un foisonnement sans précédent d'industries rurales. À côté des aires où l'économie de marché ne permet que la consolidation des genres de vie traditionnels, il s'en profile d'autres, où émergent de véritables îlots de modernité. Jusqu'aux années 1850, le Québec semble se comporter comme les autres pays développés de l'économie-monde nord-atlantique.

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1986

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

L'HABITANT CANADIEN DANS LA PREMIÈRE MOITIÉ DU XIX^{e} SIÈCLE : SURVIE OU SURVIVANCE ? *

L'étude du monde rural québécois pendant la première moitié du XIX^{e} siècle se heurte à de nombreux obstacles, notamment l'absence d'outils cartographiques de base illustrant la géographie concrète des campagnes et la difficulté à discerner l'habitant de la population rurale non agricole. Aux images classiques d'une société entièrement vouée à l'agriculture et vivant repliée sur elle-même, des études détaillées du territoire seigneurial permettent d'opposer celle d'un monde beaucoup diversifié, marqué par la croissance villageoise et par la montée d'une économie de marché, que sanctionne un foisonnement sans précédent d'industries rurales. À côté des aires où l'économie de marché ne permet que la consolidation des genres de vie traditionnels, il s'en profile d'autres, où émergent de véritables îlots de modernité. Jusqu'aux années 1850, le Québec semble se comporter comme les autres pays développés de l'économie-monde nord-atlantique.

Comme beaucoup d'autres chercheurs, nous nous sommes intéressé depuis quelques années à l'étude de l'habitant canadien, notamment dans la première moitié du XIX^{e} siècle, qui représente encore aujourd'hui l'une des périodes les plus mal connues de notre histoire. Par delà nos travaux ponctuels sur le sujet, notre interrogation a porté sur la société de l'habitant : avait-elle seulement survécu à la Conquête britannique de 1760 ou si, comme d'autres, elle avait su s'adapter aux changements qu'avait introduits cette Conquête et qui caractériseront plus tard l'économie-monde nord-atlantique ? La question est importante, puisqu'elle vise toute la représentation classique de la société canadienne-française et, avec elle, les présupposés implicites de la recherche : quel sens a-t-on donné au terme *survivre* ?

* Version modifiée d'une communication présentée au 100^{e} congrès de l'American Historical Association, New York, décembre 1985.

Il n'est pas dans notre intention d'entreprendre ici une étude approfondie sur le sujet. Proposons seulement qu'il existe au moins deux grandes acceptions à « survivre », survivance et survie, qui définissent chacune un véritable paradigme, c'est-à-dire une manière particulière de voir le monde, qui a des incidences sur la méthode : *survivance* réfère à ce qui reste d'une société une fois disparu le système dense de rapports qui la définissait autrefois ; *survie* réfère à la société dans ce qu'elle a de plus global et de plus dynamique, au sens de l'intégrité d'un système culturel qui se maintient dans l'espace et dans le temps, quel que soit l'univers dans lequel cette société s'inscrit. Méthodologiquement, la première acception conduira à rechercher ce qui distingue les sociétés entre elles, et la seconde, ce qui les rapproche, étant acquis que les sociétés ne sont jamais parfaitement semblables et que, par delà les faits de langue, de religion ou d'institutions, s'imposent d'autres faits qui atténuent les différences.

Le sens donné ici à notre interrogation sera donc de savoir laquelle des deux acceptions convient le mieux à l'étude de la société canadienne-française dans la première moitié du XIX^e^ siècle. Faut-il la voir comme une simple *réminiscence* du passé ou comme une société qui, tout en étant différente, s'est comportée comme toutes les autres sociétés évoluées de l'époque ? Beaucoup de travaux de base n'ayant pas encore été réalisés sur le Québec, nous n'avons pas de réponse définitive à cette question. Tout au plus pouvons-nous signaler ici quelques faits militant en faveur de la seconde hypothèse.

A) *Thèses et contre-thèses*

Sans entrer dans le détail de la production historiographique sur le Québec depuis les derniers trente ou quarante ans, rappelons cependant que l'une des principales orientations de la recherche sur le monde rural québécois a été de discuter de l'évolution des campagnes à partir presque uniquement de la situation dans l'agriculture. Vue comme une activité de subsistance, mal intégrée au marché et en butte à des difficultés de croissance reliées aussi bien à la forte poussée démographique de la période qu'à la rareté (réelle ou spéculative) des terres et aux mauvaises pratiques agricoles, elle est apparue pendant longtemps comme le refuge d'une collectivité vivant repliée sur elle-même, le dos tourné au négoce et en marge des changements que connaissait alors le monde environnant.

L'image d'un monde rural traditionnel, dont les racines plongent loin dans le XIX^e^ siècle, a d'abord été développée par Jones (1942 et 1946), dans ses travaux sur l'agriculture dans le Bas-Canada, puis par Maurice Séguin (1947), dans sa thèse sur *La nation « canadienne » et l'agriculture (1760-1850)*, avant d'être formalisée plus tard par Parker, à compter de 1959, dans ses travaux sur les années 1830 au Québec, et surtout par Fernand Ouellet, opposé pourtant au nationalisme de Séguin, dans son *Histoire économique et sociale du Québec,*

1760–1850 (1966) et dans ses travaux ultérieurs. Reprise par toute une génération de chercheurs qui l'ont plus ou moins questionnée, cette image ne fut vraiment remise en question que dans les années 1970, par les changements de perspective introduits par les travaux de Gilles Paquet et Jean-Pierre Wallot, à compter de 1972, sur la société du Bas-Canada. Il s'ensuivit un long débat, qui marqua pendant près de quinze ans l'historiographie nationale. Aujourd'hui, les perceptions ont changé, tant chez les historiens que chez les économistes ou les géographes,[1] mais tandis que les uns persistent à voir l'agriculture pratiquée par l'habitant canadien évoluer vers une crise, dont la manifestation, toutefois, se produira à une date ultérieure à celle avancée par Fernand Ouellet (autour de 1802), les autres vont jusqu'à en contester l'existence, pour poser le problème sur de nouvelles bases, plus proches de celles qui occupent actuellement les chercheurs sur la proto-industrialisation.[2]

Les difficultés, toutefois, restent nombreuses et ont trait aussi bien au peu de connaissances accumulées sur le contexte territorial dans lequel a vécu l'habitant canadien que sur cet habitant lui-même, dont les pratiques face à l'espace nous demeurent mal connues. Sans doute parce que ces pratiques ont été peu étudiées, mais aussi parce que les sources font défaut, tout ne se retrouvant pas nécessairement dans les recensements, les papiers de seigneuries, les archives paroissiales ou les greffes de notaires. En ce domaine comme en d'autres, il faut aussi compter avec les pratiques spontanées de l'habitant, lesquelles n'ont pas toujours été colligées dans l'écrit.

B) *Un manque d'outils de base*

Nous avons déjà signalé ailleurs certaines des contraintes que pouvait poser au chercheur l'étude du monde rural québécois dans la première moitié du XIXe siècle.[3] Rappelons-en seulement quelques-unes. La première, et sans

1. Voir, entre autres, les travaux de Frank D. LEWIS et de Marvin R. MCINNIS, « The efficiency of the French Canadian farmer in the Nineteenth Century », *The Journal of Economic History*, XL, septembre 1980 : 497–514 ; Marvin R. MCINNIS, « A reconsideration of the state of agriculture in Lower Canada in the first half of the Nineteenth Century », dans : D.H. AKENSON, *Canadian Papers in Rural History*, III, 1982 : 9–49 ; Serge COURVILLE, « La crise agricole du Bas-Canada, éléments d'une réflexion géographique », *Cahiers de géographie du Québec*, XXIV, 62, 1980 : 193–224 et XXIV, 63, 1980 : 385–428 ; Allan GREER, *Peasant, Lord and Merchant, Rural Society in Three Quebec Parishes, 1740–1840*, Toronto, Buffalo et Londres, University of Toronto Press, 1985, 304p.

2. Cette problématique, assez récente au Québec, s'inscrit dans le débat sur la transition du féodalisme au capitalisme en Occident, où figurent plusieurs protagonistes, dont Dobb et Sweezy, Bois, Tilly, Medick, Mendells, etc. On en retrouvera d'ailleurs certains éléments dans nos derniers travaux.

3. Voir : Serge COURVILLE, « Villages and agriculture in the seigneuries of Lower Canada : Conditions of a comprehensive study of rural Quebec in the first half of the Nineteenth Century », *Canadian Papers in Rural History*, V, 1986 : 121–149.

doute la plus sérieuse, réside dans l'absence d'outils cartographiques de base illustrant l'évolution des découpages administratifs du territoire entre les différents recensements, en particulier du territoire seigneurial où vivent encore plus des trois quarts des ruraux vers la fin des années 1840. Seuls nous sont grossièrement connus les partages en comtés et en seigneuries, dont la superficie toutefois apparaît beaucoup trop vaste pour servir de cadre à une étude fine des développements de la période. Comme le premier niveau officiel d'agrégation des données dans les recensements est en général la paroisse, quelquefois la seigneurie (la municipalité n'apparaît qu'en fin de période), il faudrait pouvoir disposer d'un autre type de cartographie, beaucoup plus détaillée, illustrant l'évolution de leur périmètre dans l'espace et dans le temps. Cette cartographie, quand elle existe, ne concerne que des périodes antérieures ou postérieures à celle étudiée, ou des secteurs géographiques précis, trop peu nombreux encore pour autoriser des études comparées, faites à l'échelle du territoire tout entier. Pour la compléter, il faudrait refaire l'histoire foncière de chacune des localités du Saint-Laurent, à partir des archives religieuses et gouvernementales, lesquelles font souvent état de limites définies par des terres dont on ignore tout de l'emplacement exact dans l'espace. C'est dire la tâche qui attend le chercheur désireux d'entreprendre ce genre de reconstitution, d'autant plus que l'histoire religieuse de cette période est passablement mouvementée et que celle des seigneuries l'est tout autant.

En effet, ce n'est que dans le premier tiers du XIX[e] siècle que l'Église catholique, au Québec, retrouve son droit d'ériger des paroisses religieuses reconnues au civil. Jusque-là, aucune des paroisses créées (que Monseigneur Plessis conseillait d'appeler des missions, à transmettre par testament à des personnes fiables) n'avait d'existence légale.[4] Aussi faudra-t-il attendre assez tard, dans la première moitié du XIX[e] siècle, avant que l'on assiste à la délimitation officielle des paroisses, dont très peu conserveront le périmètre établi sous le Régime français par l'Arrêt du Conseil d'État du Roi du 3 mars 1722. Aux quelques paroisses créées à la fin du XVIII[e] siècle et dans les premières décennies du XIX[e] s'en ajouteront alors plusieurs autres, dont les limites, précisées dans les *décrets d'érection canonique*, serviront aussi à délimiter les paroisses civiles (et de là les municipalités), à moins qu'un ajout ou une amputation ultérieure de territoire ne vienne en modifier le dessin. Quant aux limites de fiefs et de seigneuries, elles nous sont aussi mal connues. En effet, la propriété seigneuriale, pendant la période, connaît d'importantes mutations, imputables aussi bien aux partages entre héritiers qu'aux ventes, aux échanges ou aux démembrements encouragés par la montée de l'économie de marché et la place qu'occupera désormais la seigneurie dans les avoirs individuels et dans

4. Voir: Jean-Pierre WALLOT, *Un Québec qui bougeait*, Trois-Rivières, Boréal Express, 1973, p. 212.

les affaires. Très peu de ces bouleversements ont été cartographiés.[5] Il est vrai que tous n'ont pas donné lieu à des modifications de périmètres, mais on peut se demander jusqu'où l'on peut se fier à une cartographie effectuée sur la base des premiers titres de concession (*i.e.* des XVIIe et XVIIIe siècles pour la plupart), comme cela a été généralement le cas jusqu'ici. Même la cartographie d'époque fait défaut, n'illustrant généralement que les territoires initialement concédés, sans égard à leurs mutations ultérieures. La France ne s'étant que très peu intéressée au problème, il faudra attendre les années 1790–1795 avant que s'amorce la cartographie d'ensemble des seigneuries. Or, à l'époque, ce sont surtout les cantons qui intéressent l'administration. L'arpentage, dans les seigneuries, ne servira donc, à toutes fins utiles, qu'à délimiter la profondeur des fiefs, auxquels devront s'abouter ces cantons. Quant au dessin même de ces fiefs, il définira le plus souvent des tracés vieux d'un ou deux siècles, même quand leurs limites font l'objet d'un procès. C'est aux documents cartographiques réalisés pour l'instruction de ces procès qu'il faut alors se référer pour effectuer les corrections qui s'imposent, quand ceux-ci n'ont pas été perdus comme c'est souvent le cas.

Mais, même disponibles, ces outils ne suffiraient pas à éclairer la variété d'organisations que connaît alors l'aire seigneuriale, car la mise en valeur du sol à l'intérieur du territoire n'est jamais continue, ni uniforme. Pour l'étudier dans toute sa diversité, il faudrait aussi délimiter les rangs ou portions de rangs que les seigneuries (et, par voie de conséquence, les paroisses ou les municipalités) englobent et qui constituent, en définitive, les véritables unités de territoire à partir desquelles effectuer l'analyse. Si les cartes de cadastre actuelles peuvent fournir des indications utiles, reproduisant en gros les anciens découpages internes des fiefs, seul un travail d'archives confirmera leur dessin, ces cartes faisant parfois état de découpages projetés qui n'ont jamais été réalisés comme tels ou qui l'ont été suivant de nouvelles orientations. À défaut de tels outils, qui existent pourtant dans les archives religieuses ou dans les archives gouvernementales, le danger devient grand de fausser l'analyse, qui se résumera souvent à des généralités que n'autoriserait pas une étude fine des terroirs (par exemple, questionner les orientations de l'agriculture locale en regard du potentiel des sols).

---

5. Les seuls travaux disponibles sur le sujet ont été réalisés à partir des grandes séries cartographiques des XVIIIe et XIXe siècles. Utiles pour une vision générale des découpages seigneuriaux, ils le sont beaucoup moins pour établir les limites précises des seigneuries, dont le dessin, pour être arrêté, devrait reposer sur beaucoup d'autres documents, incluant ceux des archives judiciaires, des papiers seigneuriaux et des actes notariés. Même les cadastres abrégés de seigneuries (1863) ne donneraient ici qu'un aperçu de ces découpages, ne tenant compte que des terres détenues à cens et non de celles ayant bénéficié d'une commutation de tenure. Voir : Serge COURVILLE, *Cartographie et toponymie seigneuriales*, Québec, Commission de toponymie, (à paraître).

Un deuxième problème, corollaire du premier, réside dans l'ignorance dans laquelle nous nous trouvions jusqu'à tout récemment de l'évolution des structures d'habitat dans les seigneuries. En effet, la paroisse ou la municipalité ne comprend pas que des rangs, elle comprend aussi des hameaux et des villages, dont une importante partie de la population ne s'intéresse plus qu'indirectement et parfois plus du tout à l'agriculture. Pour étudier convenablement l'évolution de cette activité, il faudrait donc distinguer les effectifs de ces hameaux ou de ces villages de ceux qui habitent les côtes proprement dites et qui forment le gros de ce que l'on appellerait aujourd'hui la *population rurale agricole*. Cette distinction n'est pas toujours possible, les recensements n'identifiant généralement qu'une partie des hameaux ou des villages que comptent les seigneuries, soit environ 15% ou 20% des formes d'habitat groupé existant dans le territoire. Pour parvenir à de meilleures estimations, il faut rechercher l'ensemble des points de cristallisation de la population dans l'espace et les caractériser sur la base de leur emprise au sol, ce qui suppose d'énormes moyens que n'ont pas toujours eu les chercheurs.

Encore là, toutefois, des difficultés subsisteraient, liées cette fois à la définition même de cette population rurale agricole. En effet, et bien que la plupart des habitants des côtes pratiquent une certaine forme d'agriculture, tous ne sont pas des « paysans » au sens conventionnel du terme. Beaucoup sont des artisans ou des journaliers, dont les revenus proviennent d'autres sources et qui ne cultivent souvent que pour nourrir le cheval avec lequel ils travaillent ou dans une perspective d'appoint (potager, foin et graminées pour les quelques bêtes ou volailles élevées pour l'hiver, etc.). D'autres sont des marchands, qui cultivent ou font cultiver pour nourrir leur cheptel, les chevaux surtout, qui seront utilisés pour le transport ou la livraison des produits, ou pour accroître leurs ventes en grains, en foin, en fruits ou en légumes. D'autres, enfin, sont des notables, des membres du clergé ou des maîtres d'école, qui cultiveront eux aussi pour nourrir leur cheptel ou pour se constituer des réserves pour l'hiver. Entre eux et le véritable paysan l'écart est énorme, celui-ci tirant l'essentiel de ses revenus de l'agriculture, les autres la considérant plutôt comme une activité secondaire, même quand elle sert des fins commerciales. Idéalement, c'est à partir de ces familles paysannes qu'il faudrait discuter de l'habitant canadien et de ses performances agricoles. Selon Bouchette, par exemple, elles ne représenteraient plus, en 1832, que le tiers environ des familles dans certaines paroisses.[6] Au recensement de 1831, cependant, leur relevé est tellement incomplet et incohérent qu'il n'est d'aucune utilité pour ce genre d'analyse, ce qui nous ramène à étudier l'évolution de l'agriculture à partir de données plus

6. C'est le cas, entre autres, à Saint-Roch-des-Aulnaies sur la Côte-du-Sud, où Bouchette signale que sur les 390 familles dénombrées vers 1830, seulement 186 vivent de l'agriculture. (Joseph BOUCHETTE, *A Topographical Dictionary of The Province of Lower Canada* [...], Londres, Longman, 1832, non paginé.)

générales, ventilées sur la base de la profession, de la propriété, de la production et des superficies mises en culture. Et encore, il ne s'agit ici que de données partielles, puisqu'une partie seulement des récoltes est enregistrée, celle qui intéresse l'État !

Parallèlement à ces difficultés, se pose également le problème du marché qu'alimente la production paysanne. Jusqu'ici, on a relié cette production uniquement à la satisfaction des besoins familiaux (fonction d'autosuffisance), la notion d'agriculture de subsistance n'ayant fait que très peu de place dans la littérature à la fonction d'échange qu'elle pouvait aussi comporter. On sait pourtant qu'on assiste alors au Québec à une forte croissance de la population urbaine, pendant qu'à la campagne s'amorce une montée importante d'industries rurales, dont beaucoup sont grosses consommatrices de produits agricoles. Dans quelle mesure ce double phénomène influence-t-il l'agriculture ? Peut-on croire que la demande, alors, n'est satisfaite que depuis l'extérieur, à partir de denrées importées ? On a souvent perçu les importations de blé pendant la période comme un signe de dégradation de l'agriculture locale. [7] Se pourrait-il que celles-ci aient été liées plutôt aux réorientations générales de la production, qui cherche désormais à satisfaire de nouveaux marchés ? En d'autres termes, se pourrait-il que le blé, dans le Bas-Canada, n'ait pas joué ce rôle de céréale de civilisation que lui ont attribué traditionnellement les chercheurs et qui les a conduits à considérer l'agriculture pratiquée par l'habitant canadien comme une activité d'autosuffisance qu'il faut supporter lorsque les rendements chutent, donnant ainsi aux importations un sens qu'elles n'avaient peut-être pas ? Insistant sur les contraintes que connaît alors la culture du blé dans le Bas-Canada (gelées, rouille, mouche à blé), ils ont vu dans ces importations un moyen de compenser la faiblesse des récoltes et d'éviter la famine. Il ne s'agit pas ici de nier les difficultés que connaissent alors les campagnes dans la vallée du Saint-Laurent et dont l'écho se fait sentir jusqu'à la Chambre d'Assemblée. Mais on peut se demander jusqu'où celles-ci ont pu être exagérées ou mal interprétées, sachant l'influence qu'exercent alors sur les parlementaires les nouvelles idéologies modernistes et, surtout, la place qu'occupait le blé dans le revenu des seigneuries. Beaucoup de ces parlementaires étant eux-mêmes seigneurs et marchands, ils n'avaient aucun intérêt à voir l'habitant réorienter son système de cultures autour de productions échappant aux circuits habituels de commercialisation du blé. Quant au clergé, il se montrera lui aussi très sensible aux idéologies nouvelles, d'autant plus qu'il appartient lui-même au monde des seigneurs et qu'il cherche alors à raffermir son autorité sur la dîme.

Enfin, comment interpréter ces cas possibles d'ententes de gré à gré (sans acte notarié les confirmant) entre cultivateurs, que laissent parfois entrevoir les

7. Voir : Fernand OUELLET, *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850*, Montréal, Fides, 1971, tome 2, p. 510.

données de recensements, et qui abandonnent à l'un (le père, par exemple) le soin des cultures et à l'autre (le fils ou un voisin) celui de l'élevage ? Se pourrait-il qu'elles traduisent des formes nouvelles d'organisation du travail qui, si elles étaient mieux connues, nous laisseraient peut-être une tout autre image de l'agriculture ?

Ce ne sont là que quelques-unes des difficultés que pose au chercheur l'étude des campagnes québécoises dans la première moitié du XIX[e] siècle. Il en existe aussi beaucoup d'autres, que nous n'avons pas relevées ici et qui concernent la société rurale elle-même, dont les mutations, à l'époque, sont aussi très nombreuses et surtout très profondes. Notons seulement que ces difficultés sont reliées en grande partie à celles qui ont déjà été signalées plus haut. En effet, faute de connaissances plus précises sur le contexte territorial dans lequel a évolué l'habitant canadien, on a vu celui-ci à travers les images accoutumées d'une société entièrement dominée par le rapport à la terre, dans un contexte de coupure ville/campagne, et privé du soutien qu'auraient pu lui fournir ses élites si elles avaient été plus ouvertes au changement et plus portées sur des dépenses productives. Reste à voir dans quelle mesure ces images correspondent à la réalité.

C) *Quelques indices*

La lecture que nous avons entreprise du monde rural québécois dans la première moitié du XIX[e] siècle passe par trois enquêtes menées dans trois directions différentes, mais complémentaires : 1. l'étude de la croissance villageoise dans le territoire seigneurial ; 2. l'étude de la montée parallèle des industries rurales dans les seigneuries et des rapports qu'elles entretiennent avec l'agriculture locale ou régionale ; et 3. l'étude et la cartographie de l'évolution du découpage territorial des paroisses et des municipalités dans les seigneuries de la région de Montréal. Ces enquêtes sont loin d'être terminées, mais déjà se dessinent quelques indications nouvelles qui nuancent ou qui infirment même, en certains cas, les représentations que l'on s'est faites de l'habitant canadien et de son agriculture, et qui rejoignent assez les observations qu'ont pu faire d'autres chercheurs à partir d'autres sources que les nôtres.[8]

1. *La croissance villageoise de la période*

Tous les grands travaux sur la première moitié du XIX[e] siècle au Québec ont reconnu l'existence et la montée du phénomène villageois. Très peu, toutefois, ont tenté d'en mesurer l'importance. Sans revenir en détail sur le

8. Voir : Gilles PAQUET et Jean-Pierre WALLOT, « Stratégie foncière de l'habitant : Québec (1790–1835) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, XXXIX, 4, 1985 : 551–581.

contenu de nos publications antérieures,[9] rappelons seulement qu'en 1815 l'Arpenteur général du Bas-Canada ne recense encore qu'une cinquantaine de hameaux et de villages dans les seigneuries. En 1831, on en dénombre 159 et même davantage (208), si l'on tient compte des débuts de rassemblements repérables dans les listes nominatives disponibles du recensement, mais que Bouchette ne relève pas vu leur trop petite taille. Vingt ans plus tard, en 1851, on en recensera environ 250 et même plus si l'on ajoute tous les noyaux déjà repérés en 1831 mais pour lesquels les relevés nominatifs de 1851-1852 ont été perdus. De ce nombre, 179 ont alors dépassé le stade du simple nodule autour d'une église, d'un moulin ou d'une fabrique quelconque ; plusieurs, d'ailleurs, ne sont déjà plus des villages, mais de véritables petites villes, cumulant plus de mille, deux mille et même trois mille résidants.

Au total, tous ces établissements regroupent presque autant de population et même plus que les villes de Québec, Trois-Rivières et Montréal réunies. En outre, ils comptent plusieurs types d'équipements (écoles, auberges, magasins, entrepôts, moulins, manufactures, etc.), dont la taille pourra varier d'une localité à l'autre, mais dont la nature et les fonctions montrent bien que le village, alors, est beaucoup plus qu'un simple petit centre de services pour la campagne environnante: il est aussi un important lieu d'échange et de production, surtout dans la région de Montréal, où sa croissance est la plus dynamique. Produit de la campagne, il est aussi un produit de la relation ville/campagne, favorisé par la montée croissante de l'économie de marché [10] et l'apparition de capitaines d'industries, dont beaucoup s'allieront aux seigneurs pour implanter dans les seigneuries des industries nouvelles favorables à l'échange et au contact avec la ville.

Ce qu'il y a de remarquable dans l'habitat villageois de l'époque, c'est, en effet, la place importante qu'y occupent les équipements de production. Beaucoup ont alors dépassé le stade de la simple boutique d'artisan et s'ouvrent au marché citadin. À côté de la boutique de forge, par exemple, ou de l'atelier de menuiserie, dont on peut croire qu'ils desservent surtout le marché local, les manufactures de tabac, de chaises, de chapeaux paraîtront comme des entreprises d'un autre ordre, davantage ouvertes au marché extérieur. Que dire alors

9. Serge COURVILLE, « Esquisse du développement villageois au Québec: le cas de l'aire seigneuriale entre 1760 et 1854 », *Cahiers de géographie du Québec*, XXVIII, 73-74, 1984 : 9-46. Voir aussi : Serge COURVILLE, « Croissance villageoise et industries rurales dans les seigneuries du Québec », (à paraître).

10. Voir : Jean-Pierre WALLOT, « L'impact du marché sur les campagnes canadiennes au début du XIX^e siècle », dans : *Société rurale dans la France de l'Ouest et au Québec (XVII^e–XX^e siècles)*, Actes des colloques de 1979 et 1980, Montréal et Paris, Université de Montréal et École des hautes études en sciences sociales, pp. 219–250. Voir aussi : Gilles PAQUET et Jean-Pierre WALLOT, « Stratégie foncière de l'habitant [...] », *op. cit.*

des brasseries, distilleries, tanneries, fonderies, chantiers de construction navale que l'on retrouve dans certains gros villages et qui occupent parfois jusqu'à 150, 200 et même 300 ou 350 employés, contre les 20, 30, 40 ou 50 qu'emploient les entreprises plus petites ?

C'est donc d'un phénomène majeur qu'il s'agit, dont on commence à peine à soupçonner l'ampleur, et qui nous incite à revoir sous d'autres angles l'histoire économique et sociale du Québec pour la période allant de la fin du XVIII[e] siècle aux années 1850. Cette revision est d'autant plus pertinente que la croissance villageoise dans les seigneuries du Bas-Canada coïncide, dans le temps, avec celle que connaît la Nouvelle-Angleterre,[11] la phase cruciale se situant entre 1780 et 1840. Elle coïncide même avec celle qu'enregistrent certains pays d'Europe et d'Amérique latine ![12] Le fait peut paraître étonnant, mais si l'on considère la position géographique du Québec dans l'ensemble du continent nord-américain, on peut se demander s'il ne gagne pas à être analysé, non plus comme un en-soi, mais comme un sous-ensemble de la façade nord-atlantique.

Il n'est pas dans notre intention de discuter ici des rapports de fait qui s'établissent alors entre la vallée du Saint-Laurent et le reste du continent nord-américain. Rappelons seulement que ceux-ci ont de tout temps existé, en dépit des barrières de langue et de religion, et que, par delà les conflits qui ont marqué la fin du XVIII[e] siècle et le début du XIX[e], ils se sont maintenus, l'habitant canadien ayant toujours répugné à participer aux guerres coloniales de l'Angleterre, même quand celles-ci se déroulaient sur le territoire national. On pourrait même dire que ce sont ces rapports qui, d'une certaine manière, expliqueront la survie de l'habitant : d'abord, en lui permettant de se délester de ses surplus démographiques, ensuite, en l'inscrivant presque malgré lui dans le circuit de la modernité. Autrement dit, sans ces rapports et sans cette possibilité d'émigrer vers les États-Unis et, d'une manière plus générale, vers l'ensemble du continent nord-américain, toute expansion économique eût été étouffée.

C'est à ce genre d'analyse, beaucoup plus globale, que s'était intéressé Albert Faucher vers le début des années 1970, en étudiant le Québec comme un sous-ensemble d'un ensemble plus vaste. Il avait cependant conclu, alors, à la faiblesse de son économie, l'attribuant à un manque important d'entrepreneurship et de grand capital.[13] Il faudrait peut-être nuancer. Ce que Faucher

11. Voir, entre autres, l'article de J.S. WOOD, « Elaboration of settlement system : The New England village in the federal period », *Journal of Historical Geography*, X, 4, 1984 : 331-356.

12. Voir : Pierre LÉON, *Histoire économique du monde*, III. *Inertie et révolutions, 1730-1840*, Paris, Colin, 1978, 620p. ; voir aussi : P. Cunill GRAU, *Geographia del poblamiento venelozano en el siglo XIX*, thèse de doctorat, Département de géographie, Université Laval, 1984, non publiée.

13. Albert FAUCHER, *Québec en Amérique au XIX[e] siècle*, Montréal, Fides, 1973, 247p.

décrivait, en fait, c'est le déplacement vers l'ouest du centre de gravité de l'économie nord-américaine, qui laissera le Bas-Canada, comme la Nouvelle-Angleterre plus tard, dans une situation économique plus précaire qu'auparavant. Cela n'a rien à voir avec la culture ou l'atavisme de l'habitant, qui paraît au contraire s'être assez bien adapté aux changements de la période, en tout cas jusqu'aux années 1840. On en retrouve d'ailleurs des indices dans l'évolution de son agriculture et dans les liens que celle-ci entretient avec les industries rurales.

2. *L'évolution de l'agriculture dans les seigneuries*

S'il est une question qui a fait couler beaucoup d'encre dans l'historiographie nationale, c'est bien celle de l'agriculture du Bas-Canada dans la première moitié du XIXe siècle. En fait, rien n'a été aussi peu étudié, en tout cas en profondeur, et dans une perspective spatiale. Pourtant, il suffit de procéder à une cartographie même élémentaire des données pour que déjà se dessinent des organisations qui en disent long sur la nature des rapports qui s'établissent entre l'habitant et le sol dans la vallée du Saint-Laurent. C'est à ce genre d'exercice que nous nous sommes livré pour tenter de voir comment s'articulait l'agriculture du Bas-Canada dans les années 1830. La question ayant déjà fait l'objet d'une publication,[14] nous n'en reprendrons ici que les grandes lignes. L'exemple retenu ne concerne que le territoire seigneurial, où nous avons tenté d'évaluer l'état de l'agriculture à partir d'une banque de données relatives, non plus à l'ensemble de la population des paroisses recensées, mais à celle qui habite les côtes, sans celle des hameaux et des villages. Concrètement, l'essai a consisté à soustraire des données totales par paroisses les informations statistiques recueillies sur les lieux de rassemblement de la population villageoise dans le recensement de 1831, de manière à obtenir pour chaque côte le profil suivant : la population totale, le nombre de chefs de famille ou de ménages, les superficies occupées (ou taille moyenne des exploitations) et les superficies en culture. Ces variables, une fois traitées statistiquement, ont toutes été cartographiées, de manière à saisir leur distribution d'ensemble sur le territoire et les organisations qu'elles traduisent sur le plan agricole.

Bien que sommaire encore, puisque l'échelle avec laquelle nous avons voulu aborder le problème (l'ensemble du territoire détenu en seigneurie dans la vallée du Saint-Laurent) nous a interdit de distinguer ici entre tous ceux qui pratiquent l'agriculture dans les côtes (paysans, marchands, journaliers, artisans, etc.), l'enquête a tout de même montré que l'on a affaire, en 1831, à une agriculture assez clairement différenciée dans l'espace et qui rompt avec l'image d'une activité monolithique vivant partout des mêmes rythmes et soumise

14. Serge COURVILLE, « Villages and agriculture in the seigneuries of Lower Canada [...] », *op. cit.*, pp. 128s.

partout aux mêmes difficultés. Par delà une distinction assez nette entre l'Ouest et l'Est du territoire seigneurial, et qui se traduit par une activité agricole nettement plus dynamique dans la région de Montréal que dans les autres régions, se profile une organisation en « enveloppes », où se distinguent au moins trois types différents d'agriculture dont on retrouve partout la trace, mais à des degrés divers, dans l'aire seigneuriale. À une agriculture riveraine plus intensive succède une agriculture intérieure plus extensive, que prolonge, dans l'arrière-pays seigneurial, une agriculture récente de colonisation plus ouverte qu'ailleurs aux activités d'appoint qu'autorise la forêt. De plus faible qu'elle paraît dans les paroisses les plus anciennement occupées, la superficie moyenne des terres a tendance à s'accroître vers l'intérieur, mais, inversement, la superficie moyenne des cultures décroît avec la distance au fleuve. Quant au nombre d'arpents occupés et cultivés par tête dans la famille ou le ménage, et qui devient le critère décisif quand vient le temps de discuter de la surpopulation des terroirs, il épouse les mêmes distributions : l'individu des côtes, dans les paroisses riveraines, dispose en général de moins d'arpents occupés que son homologue dans les secteurs neufs de colonisation, mais de plus d'arpents cultivés, ce qui l'avantage par rapport aux terroirs de l'intérieur, d'autant plus que les sols dans les basses terres sont de meilleure qualité.

Autrement dit, en dépit de la plus faible superficie des exploitations dans les paroisses riveraines, notamment dans la région de Montréal, la population paraît plus favorisée que dans les paroisses de l'intérieur et que dans les autres régions, disposant d'un plus grand nombre d'arpents mis en valeur que partout ailleurs dans le territoire. D'une part, parce que les familles ou les ménages comptent moins de membres, ce qui suggère une certaine forme de régulation démographique (par exemple, l'exclusion des enfants au moment du mariage). D'autre part, parce que le morcellement des terres y est beaucoup plus apparent que réel, la plupart d'entre elles ayant été concédées sous de moindres superficies (eu égard justement à la qualité des sols dans ces secteurs) ou s'étant retrouvées confondues avec des emplacements de villages quand ceux-ci n'étaient pas clairement identifiés par les recenseurs. En outre, comme l'information fournie dans les recensements concerne l'ensemble des avoirs fonciers des chefs de famille ou de ménage, chaque fois que ceux-ci déclarent posséder plus de soixante ou quatre-vingt-dix arpents de terre (ce qui est la dimension habituelle des lots dans les seigneuries), on est à peu près assuré d'être en présence d'une exploitation réunissant plusieurs terres ou plusieurs parcelles, dont les fonctions pourront être très diverses (*sociale*, pour établir les enfants au mariage ; *économique*, pour bénéficier d'une réserve forestière, d'une parcelle supplémentaire à mettre en valeur, ou d'une valeur d'échange ; ou *culturelle*, pour affirmer son rang social, etc.), mais qui laissera finalement une impression de morcellement là où l'on a affaire, en fait, à des stratégies d'appropriation du sol fondées sur la réunion au domaine principal de terres ou de parcelles

souvent choisies en fonction de leur qualité propre.[15] Enfin, comme ces terres ou parcelles se situent parfois dans des paroisses voisines, il faut, avant de discuter de l'agriculture dans ces paroisses, les réunir au domaine principal de l'habitant, sans quoi l'impression de morcellement en sera accrue et, avec elle, celle d'une agriculture locale déficiente, puisqu'une partie des terres de la paroisse ne seront alors qu'incomplètement mises en valeur.

Quant à l'argument qui veut que l'extension de la propriété soit rendue nécessaire par l'état d'épuisement des sols dans les basses terres, rien ne permet d'en juger, puisque le recensement de 1831 n'indique pas les superficies de terre consacrées à chacune des cultures. Ce qu'il y a plutôt lieu de croire, c'est en une rationalisation des pratiques, qui conduit l'habitant à acquérir des parcelles qu'il pourra cultiver jusqu'à épuisement et qu'il abandonnera ensuite à la jachère ou qu'il vendra à un journalier ou un artisan. Celui-ci les utilisera alors de manière beaucoup moins intensive, pour se construire une maison assortie d'un petit potager et peut-être d'un champ pour la récolte du foin, des pommes de terre ou des graminées destinés au cheval, aux porcs ou aux volailles, dont la famille ou le ménage fait plus ou moins grande consommation. L'hypothèse est d'autant plus séduisante qu'elle réfère à une contextualité particulière, liée à l'état de développement atteint par la communauté locale. En effet, plus le peuplement est ancien, plus les mécanismes de reproduction sociale se raffinent, pour faire appel à des stratégies très diversifiées d'acquisition du sol, qui tranchent avec celles des secteurs plus récents de colonisation. Cela pourrait peut-être expliquer pourquoi, en 1831, les terres dans les « bons » rangs paraissent beaucoup moins morcelées qu'ailleurs, dans les côtes où la qualité du sol est moindre.[16] Cela pourrait peut-être expliquer aussi pourquoi, au repli relatif de la taille des exploitations dans les années 1820–1825,[17] succède une

15. Plusieurs travaux au Québec ont exposé les pratiques foncières de l'habitant canadien. Parmi eux, signalons ceux de Louise DECHÊNE pour le XVIIe siècle (*Habitants et marchands de Montréal au XVIIe siècle*, Paris et Montréal, Plon, 1974), ceux plus récents de Jacques MATHIEU (en collaboration) pour le XVIIIe siècle (« Peuplement colonisateur au XVIIIe siècle dans le Gouvernement de Québec », à paraître), ceux de Gérard BOUCHARD pour les XIXe et XXe siècles (« Famille, parenté, voisinage : les solidarités communautaires en milieu rural (XIXe-XXe siècles) », à paraître) et ceux de Gilles PAQUET et Jean-Pierre WALLOT, « Stratégie foncière de l'habitant [...] », *op. cit.*

16. Les recensements de la première moitié du XIXe siècle au Québec révèlent, en effet, un bien moins grand morcellement que celui en lequel on a cru jusqu'ici, surtout quand la côte (le rang) est analysée comme une structure d'habitat distincte, à ne pas confondre avec celle qu'introduit l'habitat villageois. Comme le nombre de hameaux ou de villages signalés dans les recensements est en général de 80% à 85% inférieur à celui que l'on peut découvrir par une lecture attentive des listes nominatives comparées à d'autres sources, beaucoup de chercheurs, opérant à partir de données agrégées par paroisses, ont considéré comme exploitations agricoles des lopins de terres ou des emplacements de villages où ne se pratique aucune agriculture. Il en est résulté une surestimation du nombre des petits lots à vocation agricole, que dément la réalité.

17. Gilles PAQUET et Jean-Pierre WALLOT, « Stratégie foncière de l'habitant [...] », *op. cit.*, pp. 14s.

phase assez longue de remembrement foncier dont l'importance ira croissante après les années 1830–1840 : tout paraît indiquer qu'elle se conjugue ici à la différenciation socio-économique croissante des habitants dans les basses terres, c'est-à-dire dans les zones les plus anciennement occupées de la vallée du Saint-Laurent. Bref, à l'image traditionnelle de l'habitant exploitant jusqu'à épuisement la terre qu'il possède, s'oppose ici celle d'une collectivité qui a franchi le seuil de démarrage et qui, de ce fait, fera une utilisation beaucoup plus rationnelle de la terre qu'elle exploite. Sans doute assistera-t-on alors à des phénomènes d'endettement, mais on peut se demander quelle en est la signification réelle quand les dettes que l'on contracte ont pour but d'accroître la superficie du patrimoine exploitable. Certes, il faudrait nuancer et distinguer les secteurs où s'affirment davantage ces pratiques. Nous croyons cependant qu'il y a là une piste à explorer, car elle pourrait conduire à une meilleure explication de l'habitant canadien.

Nous n'avons pas poussé plus loin cette étude de la propriété paysanne, laquelle aurait largement débordé le cadre de nos travaux actuels et qui eût exigé, pour une seule paroisse, le dépouillement de plusieurs milliers d'actes notariés. Nous avons préféré faire porter plutôt notre analyse sur un autre plan, celui de l'insertion de l'agriculture dans l'économie de marché, qui peut expliquer pourquoi l'habitant canadien procédait à de telles appropriations. Encore là, nos travaux n'en sont qu'à leurs débuts, mais déjà la moisson s'annonce belle. En effet, quand on considère la montée des industries rurales pendant la période, force est de constater que cette montée est éminemment plus importante que ne l'avaient laissé entendre les synthèses traditionnelles, notamment dans la région de Montréal, où les paroisses comptent plusieurs entreprises grosses consommatrices de produits agricoles ou de productions associées en 1831. Parmi elles figurent les moulins à farine, les moulins à scie, les fabriques de potasse et de perlasse, les moulins à fouler, les moulins à carder, les tanneries et, dans une moindre mesure, les moulins à huile, les moulins à papier, les fonderies et les chantiers de construction navale, ceci sans compter toutes les autres fabriques ou manufactures dont ne font état qu'en partie les recensements, mais que d'autres sources signalent (par exemple, le *Dictionnaire topographique* de Bouchette de 1832). Certes, tous ces équipements ne sont pas encore à ranger parmi les véritables entreprises, mais déjà se dessinent des spécialisations locales ou régionales que sanctionnent le nombre important d'équipements retrouvés dans certains secteurs (par exemple, les paroisses du Bas-Richelieu, où dominent les moulins à farine). En 1851, les paroisses seigneuriales compteront plus de soixante types différents d'entreprises, dont plusieurs seront aussi grosses consommatrices de produits agricoles. La question qui se pose dès lors c'est dans quelle mesure ces entreprises influencent l'agriculture. Peut-on croire qu'il n'existe aucun lien entre elles et cette activité, qui n'occupe plus, rappelons-le, qu'une partie de la population locale ?

Les chercheurs commençant à peine à s'intéresser au sujet, les données manquent pour apprécier la nature des rapports qui s'établissent alors entre agriculture et industries rurales. Nous savons par contre, grâce à quelques descriptions d'époque, quelle demande a pu exister pour certains produits. [18] Mais c'est peut-être à travers l'analyse des corrélations existant dans l'espace entre les lieux d'implantation des industries rurales et les aires de répartition de certains élevages ou de certaines productions végétales à finalité possiblement commerciale que l'on pourra le mieux saisir ces rapports. C'est en ce sens que s'orientent nos travaux actuels, qui, par delà l'étude entreprise sur l'évolution des découpages administratifs du territoire à l'époque, visent la réalisation d'une cartographie fine des secteurs où l'agriculture paraît le mieux s'articuler au marché. Peut-être serons-nous plus en mesure alors de discuter des mutations que connaît la campagne québécoise à l'époque et qui ne nous paraissent pas très éloignées de celles qui caractérisent certains pays développés d'Europe et la côte Est des États-Unis d'Amérique, une fois l'analyse pondérée par l'écart démographique qui sépare la vallée du Saint-Laurent de ces autres régions.

*
* *

Que dire en conclusion, sinon que l'image traditionnelle de l'habitant canadien résiste mal aux constats qu'autorise le rapport à l'espace? Posés dans une perspective territoriale, ses problèmes paraissent beaucoup plus liés au manque d'outils dont souffre la recherche qu'aux défaillances comme telles de son agriculture. L'ignorance dans laquelle l'on se trouve de l'évolution du découpage territorial des paroisses et, d'une manière plus générale, des subdivisions de recensements entre 1825 et 1851, les limites imposées à la recherche par les imprécisions des recensements, la connaissance insuffisante

18. Voici, par exemple, ce qu'en dit Bouchette à propos du village de Sainte-Thérèse, dans la seigneurie de Blainville (Mille Isles): « In this S. is Ste.Therese, 21 miles from Montreal; it is a considerable village of 90 houses and enjoys an extensive commerce. A whisky distillery, a strong beer brewery on a large scale belonging to James Porteous Esq., and a little distillery established by Dr. Buchanan, bring hither a great number of farmers from the adjacent seigniories, where they find an excellent market for the sale of their barley and rye, and can purchase various articles necessary for the use of their families». (Joseph BOUCHETTE, 1832, *op. cit.*, « Mille Isles and Augmentation», non paginé.) Cet exemple n'a rien d'unique, puisque dans des villages voisins on trouve également des équipements susceptibles d'encourager la commercialisation locale des produits. La recherche que nous avons amorçée sur le sujet s'étend à toutes les seigneuries de la plaine de Montréal et même à la région de Trois-Rivières, grâce à la collaboration d'un chercheur associé de l'Université du Québec à Trois-Rivières, Normand Séguin, dont l'équipe a bien montré les relations parfois très étroites qui s'établissaient alors entre l'agriculture et les chantiers. (Voir: René HARDY et Normand SÉGUIN, *Forêt et société en Mauricie*, Montréal et Ottawa, Boréal Express/Musée de l'Homme, 1984.)

que l'on a de l'évolution des structures d'habitat, la sous-estimation du nombre de villages, de même que les difficultés que l'on éprouve à bien analyser l'impact des industries rurales ou le rôle des marchands pendant la période, sont autant de causes pouvant expliquer le sort réservé jusqu'ici à l'analyse des campagnes québécoises dans la première moitié du XIX^{e} siècle. Sans doute les malaises existent-ils, attribuables aussi bien à l'augmentation des prix du sol qu'aux épidémies ou aux accidents climatiques, mais il faut reconnaître qu'en dépit des freins imposés à leur pleine croissance, ces campagnes se développent, selon des processus et des rythmes qui se rapprochent de ceux que l'on peut observer dans d'autres régions développées du monde et qui incitent à une analyse plus large que celle fondée sur la seule agriculture.

En d'autres termes, et pour autant que l'on puisse en juger par les quelques indices disponibles, il semble que, jusqu'aux années 1850, le Québec se comporte comme à peu près tous les pays développés de l'économie-monde nord-atlantique, avec tout au plus un décalage dans le temps lié à la durée que prennent les innovations à se diffuser. Entretenant depuis longtemps des rapports de fait avec l'Amérique, il est alors traversé par un courant de modernité que sanctionne la montée croissante du capitalisme et de l'économie de marché dans le territoire et que traduit l'importante croissance villageoise de la période. Cela ne veut pas dire que l'on assiste alors à une modernisation globale et totale de l'économie (à ce titre, toutefois, la région de Montréal paraît nettement plus favorisée, connaissant une « proto-industrialisation » plus évidente qu'ailleurs), mais cela signifie qu'à côté des secteurs neufs de colonisation, où l'agriculture paraît moins dynamique, existent des aires où elle paraît beaucoup mieux intégrée au marché. Certes, ces aires présenteront à leur tour une diversité de paysages, laissant entrevoir des secteurs où le marché n'encourage que la consolidation des genres de vie traditionnels et d'autres où il favorisera l'émergence d'îlots de modernité agissant comme autant de relais dans le territoire de l'économie et des valeurs urbaines. Mais dans l'ensemble, et comme le montre la géographie complexe des campagnes, la situation paraîtra beaucoup moins détériorée que celle en laquelle on a cru jusqu'ici.

La société elle-même s'en retrouvera transformée et, avec elle, l'habitant canadien, qui, profitant des activités nouvelles qu'introduit l'insertion plus marquée de la vallée du Saint-Laurent dans les circuits de l'économie mondiale, se retrouvera dans tous les secteurs de la vie économique, occupé à des tâches qui n'auront plus, souvent, rien à voir avec l'agriculture et qui prépareront plus tard sa montée vers la ville. C'est pourquoi faire de l'agriculture une zone-refuge pour la société de l'habitant canadien conduit à des impasses, puisque l'on a affaire alors à une société qui, malgré des principes différents de croissance, paraît assez bien composer avec les forces nouvelles de l'économie.

La seule véritable contrainte que connaîtra, en fait, la société de l'habitant viendra de l'impuissance dans laquelle elle se trouvera d'acquérir et de contrôler

le grand capital. Mais, jusqu'aux années 1830–1840, le problème ne se pose pas vraiment, l'industrialisation des campagnes profitant de tout le réseau d'alliances et de renchaînement d'alliances qui unissent les titulaires de fiefs (tant francophones qu'anglophones) au monde du commerce, de l'industrie ou des transports. Comme le seigneur, dans la vallée du Saint-Laurent, détient la propriété directe du sol et dispose de revenus (provenant du produit de sa seigneurie) qu'il devient intéressant d'investir dans le développement d'industries nouvelles, on aura tendance à se l'associer, avec au moins autant d'efforts que lui-même en mettra à se trouver des partenaires valables avec qui développer son fief. Par la suite, toutefois, avec la montée d'une classe d'entrepreneurs plus urbains et l'apparition de la grande entreprise, les campagnes souffriront d'une concurrence nouvelle, qui entraînera à terme la disparition, au profit des villes et de certains gros villages, des petites industries rurales et la redistribution générale des activités dans l'espace.[19] Il en résultera un contexte nouveau de développement, signalant sans doute moins une « crise agricole » que l'une des premières crises de l'âge industriel, crise à laquelle la population répondra par un exode rural massif vers la ville et, plus tard, vers les États-Unis d'Amérique. C'est cet exode que condamneront bientôt les élites, sans voir les effets bénéfiques que celui-ci aura sur la modernisation de l'agriculture, surtout dans les zones proches des villes. En référer, dès lors, au discours de ces élites ou aux images accoutumées du folklore pour décrire et comprendre la société de l'habitant dans la première moitié du XIXe siècle ou plus tard, ou en référer aux généralisations faites à partir d'études de cas réalisées sans référence au contexte géographique d'ensemble du territoire, conduit à ne voir qu'une partie de la réalité, sans celle qui fera de la vallée du Saint-Laurent une aire culturelle spécifique, ouverte aux échanges et assez bien intégrée, somme toute, au monde qui l'entoure. Loin d'avoir simplement survécu aux changements de son époque, l'habitant canadien semble au contraire s'y être assez bien adapté, non seulement comme individu, mais aussi comme société, confirmant par là le niveau de cohérence atteint par son système culturel. C'est donc à une véritable survie que l'on aurait affaire ici, et non à une simple réminiscence du passé.

Serge COURVILLE

Département de géographie,
Université Laval.

19. Voir : Serge COURVILLE, « Croissance villageoise et industries rurales dans les seigneuries du Québec », *op. cit.*, note 12.